



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1993/34/Add.2
16 juillet 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ARABE/
ESPAGNOL/FRANCAIS/
RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-cinquième session
Point 17 de l'ordre du jour provisoire

PROTECTION DES MINORITES

Moyens possibles de faciliter la solution par des voies pacifiques
et constructives de problèmes dans lesquels
des minorités sont impliquées

Rapport final établi par M. Asbjørn Eide

Additif 2

	<u>Page</u>
Introduction	2
I. Réponses des gouvernements	2
Colombie	2
Jordanie	6
Ukraine	8
II. Réponses d'organisations non gouvernementales	10
Conseil consultatif d'organisations juives	10
Human Rights Advocates	11
Commission internationale catholique pour les migrations	13
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples	18

INTRODUCTION

1. On trouvera dans le présent document les réponses des Gouvernements colombien, jordanien et ukrainien au questionnaire sur les minorités communiqué aux gouvernements, institutions spécialisées et organisations non gouvernementales.
2. Le Gouvernement colombien a communiqué une troisième réponse, plus détaillée que les premières. On y retrouve les éléments donnés dans les réponses précédentes, qui avaient été intégrées dans les premier et deuxième rapports intérimaires.
3. Les organisations non gouvernementales ci-après ont également communiqué des réponses : Conseil consultatif d'organisations juives, Human Rights Advocates, Commission internationale catholique pour les migrations et Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

I. REPONSES DES GOUVERNEMENTS

COLOMBIE

[Original : espagnol]

[29 janvier 1993]

I. Droits des minorités et des groupes ethniques

Jusqu'ici, la Colombie n'a pas été le théâtre de grandes migrations, d'où l'absence de groupes minoritaires nationaux provenant d'autres pays.

On compte, dans le pays, plus de 80 ethnies autochtones, des communautés noires implantées pour la plupart sur la côte Pacifique et des communautés aborigènes dans l'archipel de San Andrés y Providencia. Face à cette diversité ethnique, l'Etat a pris des mesures en vue de préserver les différentes cultures. Témoin de ce principe général, la reconnaissance constitutionnelle des droits évoqués dans les paragraphes qui suivent, fondés sur les principes de la reconnaissance des groupes ethniques et de la non-discrimination consacrés aux articles 7 et 70 de la Constitution.

L'Etat colombien reconnaît et préserve la diversité ethnique et culturelle de la nation colombienne (art. 7), ainsi que l'égalité et la grandeur de toutes les cultures existant dans le pays (art. 70), comme moyen de protéger les droits des minorités et des groupes ethniques.

Droits reconnus

1. Droit à la communication

En règle générale, la langue officielle de la Colombie est l'espagnol, mais la Constitution reconnaît aux langues et dialectes des groupes ethniques le caractère de langue officielle sur le territoire de chacun; ce principe est très important pour faciliter les procédures judiciaires et les requêtes et formalités administratives présentées par des autochtones pour lesquels

il faut faire appel à des interprètes ou à des traducteurs afin que les intéressés puissent se faire comprendre.

Afin de rendre effectif ce droit à la communication, la Constitution prévoit que, dans les communautés qui ont une tradition linguistique propre, l'enseignement doit être bilingue.

2. Droits culturels

Les membres des groupes ethniques ont droit à une formation qui favorise le respect et l'épanouissement de leur identité culturelle. L'enseignement dispensé aux autochtones doit donc servir à renforcer leur culture tout en leur apprenant à connaître les autres cultures qui coexistent sur le territoire national.

L'article 70 renforce ce principe et stipule que la culture sous ses diverses manifestations est le fondement de la nationalité.

3. Nationalité

Les autochtones qui vivent à la frontière du territoire national sont particulièrement visés par l'article 96 de la Constitution, qui stipule : "Sont ressortissants du pays : ... c) les membres des populations autochtones dont le territoire s'étend sur des régions limitrophes, en application du principe de réciprocité, selon des traités officiels".

Cet article est extrêmement important car il reconnaît les diverses formes de vie autochtone qui souvent ne connaissent pas de frontières sur le plan socio-économique, et facilite le passage d'un pays à l'autre sans avoir à produire des papiers particuliers.

L'application de ce principe suppose la conclusion d'accords avec les pays voisins sous forme de traités internationaux (art. 96 de la Constitution).

4. Liberté de conscience

En garantissant la liberté de conscience, l'Etat permet aux communautés autochtones et aux groupes ethniques de conserver leurs croyances sans les obliger à adopter d'autres pratiques spirituelles. Cela permet en même temps d'éviter que ne tombent dans l'oubli ou ne se perdent les croyances et rites traditionnels autochtones qui font partie de la physionomie de la nation. A la liberté de conscience s'ajoutent la liberté de culte et l'acceptation de toutes les religions sur un pied d'égalité (art. 18 et 19 de la Constitution).

5. Ressources naturelles

Les décisions concernant les projets d'exploitation des ressources naturelles situées sur les territoires occupés par des populations autochtones sont prises avec la participation de représentants des communautés intéressées afin d'éviter le déclin de l'intégrité culturelle, sociale et économique des populations autochtones.

Ainsi, si ce genre de projets porte atteinte à la vie économique, sociale et culturelle des communautés, celles-ci peuvent en demander la suspension ou la modification (art. 330 de la Constitution).

Les conseils autochtones qui administrent les entités territoriales ont notamment pour fonction de veiller à la préservation des ressources naturelles que recèle leur territoire.

6. Droit à la propriété

La protection des territoires autochtones prévue dans la loi a été érigée en principe constitutionnel en vertu de l'article 320 de la Constitution, qui prévoit que les resguardos (zones autochtones protégées) sont un bien collectif et inaliénable c'est-à-dire propriété de la communauté et qu'ils ne peuvent être ni vendus ni saisis, ni aliénés par le passage du temps.

La Constitution définit les terres communales appartenant aux groupes ethniques et reconnaît le droit de propriété des communautés noires sur leurs biens ancestraux (art. 63 et art. 55 transitoire), ce qui signifie que les communautés noires et les aborigènes se verront attribuer désormais des titres de propriété communautaires pour leurs terres.

7. Droit à l'autonomie

La création d'entités territoriales autochtones accroît le degré d'autonomie des communautés autochtones et ouvre la voie à l'autonomie de gestion puisque les entités auront des fonctions spécifiques et disposeront de ressources propres et de crédits budgétaires (art. 286 et 287 de la Constitution). Mais tout dépendra de la place qui sera faite aux dispositions constitutionnelles correspondantes dans la législation.

Les entités territoriales autochtones auront à leur tête des conseils composés de membres de la communauté en fonction de ses coutumes et seront compétentes pour les questions concernant les terres, le peuplement, les plans de développement, les investissements du secteur public, les ressources naturelles, l'ordre public, et autres.

8. Droit à leurs propres tribunaux

La nouvelle constitution prévoit que les litiges entre autochtones et les délits et fautes commis par eux sur leur territoire doivent être jugés et réprimés par les autorités autochtones selon leurs us et coutumes. C'est ainsi que l'article 246 prévoit que les autorités autochtones peuvent exercer des fonctions judiciaires sur leur territoire, ainsi que la création du tribunal spécial autochtone. La loi doit définir les modalités de la coordination entre ce tribunal spécial et le système judiciaire national.

9. Droit à être représenté dans les organes politiques

Les autochtones ont droit à deux sièges minimum au Sénat en vertu de la création de la circonscription nationale spéciale pour les communautés autochtones (art. 171 de la Constitution). Une circonscription spéciale a également été créée de façon à permettre l'élection à la Chambre des

représentants de cinq députés représentant les groupes ethniques, les minorités politiques et les Colombiens résidant à l'étranger.

10. Droit de se voir allouer des crédits

Le Congrès détermine les resguardos qui sont considérés comme des communes et donc en droit de se voir allouer des crédits budgétaires. Les entités territoriales autochtones auront accès à diverses sources de financement. L'article 287 prévoit en effet que du fait de leur autonomie elles sont habilitées notamment à gérer les fonds et à fixer les impôts nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. L'article 330, paragraphe 4, donne en outre pouvoir aux conseils autochtones de lever des fonds et de les répartir.

"2. Critères à remplir pour obtenir la citoyenneté

En application de l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les articles 40, 98 et 99 de la Constitution consacrent les principes concernant la citoyenneté, définie comme la qualité qui permet aux individus de participer à la vie politique du pays dans le cadre des mécanismes démocratiques existants.

L'article 98 prévoit que l'âge de la majorité civique est de 18 ans. Dès cet âge-là, les Colombiens ont le droit de participer à la constitution, à l'exercice et au contrôle du pouvoir politique (art. 40), en vertu de quoi ils peuvent voter et être élus, créer des mouvements politiques, mettre fin au mandat de leurs élus, avoir l'initiative des lois, entamer des procédures pour défendre leurs droits et les institutions démocratiques et exercer des fonctions publiques - exercer l'autorité ou occuper une charge (art. 98).

La qualité de citoyen est attestée par la carte d'identité, délivrée à l'issue de formalités simples et gratuites, sur présentation d'une copie de l'acte de naissance de l'intéressé qui donne la preuve de son âge, de deux photographies récentes et après enregistrement de ses empreintes digitales.

3. Droits et situation juridique des résidents qui n'ont pas la qualité de citoyen (résidents permanents ou personnes autorisées à résider dans le pays pour une durée déterminée) et en particulier droits politiques, comme le droit de vote, le droit de créer des partis politiques et d'y adhérer, droits économiques et sociaux et droit de rentrer dans leur pays de résidence après avoir travaillé à l'étranger

On trouvera ci-après les dispositions constitutionnelles qui portent sur les droits des étrangers se trouvant sur le territoire national, qu'ils soient résidents ou séjournent temporairement dans le pays.

"Article 100. Les étrangers jouiront en Colombie des mêmes droits civils que les Colombiens. La loi pourra néanmoins, pour des raisons d'ordre public, assujettir à des conditions particulières l'exercice par les étrangers de droits civils déterminés, ou le leur refuser.

De même, les étrangers jouiront sur le territoire de la République des garanties accordées aux ressortissants nationaux dans les limites de la Constitution ou de la loi.

Les droits politiques sont réservés aux ressortissants colombiens, mais la loi pourra accorder aux étrangers résidant en Colombie le droit de vote aux élections et consultations populaires au niveau municipal ou au niveau du district."

En ce qui concerne les étrangers résidant en Colombie, la Constitution prévoit la possibilité de leur accorder le droit de participer à l'élection d'assemblées locales dont les activités sont étroitement liées à la vie quotidienne des habitants.

Pour des raisons de souveraineté et d'équité, il n'est pas possible d'octroyer aux étrangers des droits politiques plus étendus, surtout pour les questions qui touchent au destin de la nation colombienne.

Tout étranger expulsé du territoire colombien pourra entamer un recours administratif selon la procédure ci-après :

- a) Recours auprès du fonctionnaire qui a pris la décision afin qu'il la précise, qu'il la modifie ou qu'il l'annule;
- b) Recours, dans le même but, auprès du supérieur hiérarchique du fonctionnaire intéressé;
- c) Dépôt d'une plainte si la requête est rejetée.

Le droit à la liberté de circulation qui est reconnu aux ressortissants colombiens, de même que d'autres libertés plus étendues, est accordé aux étrangers qui se trouvent légalement sur le territoire.

JORDANIE

[Original : arabe]
[5 mai 1993]

i) Parmi les nombreuses minorités que l'on rencontre en Jordanie il faut citer en particulier les Circassiens, les Kurdes, les Arméniens, les Pakistanais, les Afghans et les Turkmènes, qui sont tous intégrés à la société jordanienne et possèdent la qualité de citoyen jordanien. Tous jouissent des mêmes droits que les citoyens jordaniens et quelques-uns ont même occupé les postes les plus élevés, comme celui de Premier Ministre, ou été à la tête de nombreux ministères et services gouvernementaux. La Jordanie est sans doute l'un des rares pays dans lequel les minorités jouissent pleinement de tous les droits qui sont reconnus aux autres citoyens. En outre, ces minorités sont bien implantées et font partie intégrante de la société jordanienne. Certaines ont conservé leurs particularités, qu'elles entretiennent dans le cadre de sociétés, clubs et associations culturels, sportifs et sociaux, et qui sont autant d'éléments du tissu national harmonieux qui donne l'image rayonnante de la Jordanie contemporaine.

ii) Ces minorités ne font l'objet d'aucune discrimination par rapport aux autres groupes sociaux et toutes sans exception ont accès aux institutions publiques.

iii) Il n'existe aucune discrimination de quelque ordre que ce soit.

iv) Il n'y a pas de restriction au droit des minorités de créer leurs propres clubs, institutions et associations afin de préserver leurs particularités.

v) Les minorités ont le droit de recevoir des cours dans leur propre langue à l'intérieur de leurs institutions et associations.

vi) Les minorités participent librement à la planification et au développement du secteur social, y compris pour ce qui les concerne directement, et profitent de la politique globale de développement puisqu'elles font partie intégrante de la société jordanienne. Comme tous les autres secteurs de la société, elles profitent aussi des mesures de planification et de développement et du progrès social et de la prospérité qui en découlent dans tous les domaines.

vii) La plupart des minorités ont un niveau de vie élevé et n'ont pas un taux de mortalité supérieur à la moyenne nationale.

viii) La loi jordanienne protège avec soin le droit des minorités de participer au corps législatif et leur attribue un certain nombre de sièges afin de leur garantir le droit d'être représentées sans émulation, en fonction de leur importance numérique.

ix) Du fait qu'elles sont intégrées à la société jordanienne, les minorités bénéficient de tous les programmes de réforme et de développement mis en place à l'intention des citoyens jordaniens.

x) Les minorités établies en Jordanie ne sont pas coupées du monde. Comme on l'a déjà dit, elles sont intégrées à la société jordanienne et, tout en conservant leurs coutumes et leurs traditions, sont en contact permanent avec les autres groupes sociaux dans la vie de tous les jours. En fait, leurs particularités font partie intégrante du patrimoine national dans lequel tous les groupes sociaux sont représentés. Lors des événements nationaux, le folklore des minorités est à l'honneur comme l'une des multiples facettes du folklore jordanien.

xi) En bref, tous les habitants du Royaume, y compris les minorités, jouissent sans réserve de tous les droits de l'homme et il n'existe pas de lois, règlements, coutumes ou traditions nationales qui empêchent les membres des minorités de jouir des mêmes droits que tous les autres citoyens jordaniens.

Note : Ce qui fait la différence entre les minorités résidentes implantées et les autres c'est que les membres de la première catégorie ont la qualité de citoyen, alors que les membres de la seconde sont considérés comme des étrangers, conformément au droit international, tout en ayant le droit de résider et de travailler dans le pays en vertu de la loi et sur la base du principe de la réciprocité.

UKRAINE

[Original : russe]
[28 avril 1993]

i) Cent-dix nationalités sont représentées sur le territoire ukrainien. Selon le recensement de 1989, les plus nombreuses sont les suivantes : Ukrainiens (72,7 %), Russes (22,1 %), Juifs (0,9 %), Bélarussiens (0,9 %), Moldoves (0,6 %), Bulgares (0,5 %), Polonais (0,4 %), Hongrois (0,3 %), Roumains (0,3 %), Grecs (0,2 %) et Tatars (0,2 %).

ii) Une loi concernant les minorités nationales a été votée le 25 juin 1992.

Les minorités nationales se composent de groupes de citoyens qui n'ont pas la nationalité ukrainienne et qui possèdent un sentiment d'identité nationale et partagent les mêmes valeurs.

L'Etat garantit à toutes les minorités nationales le droit à l'autonomie culturelle de leur nation, c'est-à-dire : l'emploi de leur langue maternelle, l'étude de leur langue maternelle dans les établissements publics d'enseignement ou dans des sociétés nationales culturelles, la perpétuation de leurs traditions culturelles nationales, l'utilisation des emblèmes nationaux, la pratique de leur religion, la satisfaction de leurs besoins en ce qui concerne la littérature, l'art et les moyens de communication, la création d'institutions culturelles et pédagogiques nationales et toute autre activité qui n'est pas contraire à la législation en vigueur.

Les citoyens ukrainiens qui sont membres de minorités nationales ont le droit d'être élus ou désignés, selon le cas, sur un pied d'égalité avec les autres citoyens à une charge quelle qu'elle soit au sein des organes législatif, exécutif ou judiciaire, des administrations locales ou régionales, dans l'armée, dans les entreprises et dans des institutions ou organisations.

Une Commission permanente des relations ethniques a été créée au sein du Conseil suprême (Verkhovna Rada).

Le Comité des nationalités, qui est rattaché au Conseil des ministres d'Ukraine, est l'organe central chargé des relations entre les nationalités.

Il existe un conseil de représentants des associations publiques des minorités nationales implantées en Ukraine qui joue un rôle consultatif.

Des crédits spéciaux sont prévus dans le budget national pour les minorités nationales.

iii) Il n'y a pas, en Ukraine, d'entités territoriales nationales. L'Ukraine comprend la République de Crimée, entité territoriale autonome, mais pas nationale.

iv) Il existe deux catégories d'institutions culturelles et pédagogiques nationales : les institutions publiques et celles qui sont créées par les minorités nationales.

Dans les écoles publiques, certains cours sont dispensés dans la langue des minorités. Dans les localités où certaines minorités sont particulièrement nombreuses, des écoles entières enseignent dans la langue des minorités en question.

Des livres, des journaux et des magazines sont publiés dans les langues des minorités nationales. On compte environ 200 organisations culturelles nationales publiques sur le territoire ukrainien.

Certains théâtres donnent des représentations dans la langue de minorités nationales; il existe notamment des théâtres qui donnent des oeuvres russes, à Kiev et dans d'autres villes, un atelier d'art dramatique hébreu à Kiev et un théâtre donnant des oeuvres tatars à Simferopol.

v) La liberté et la possibilité pour les minorités de recevoir un enseignement dans leur propre langue sont prévues dans la loi concernant les minorités nationales implantées en Ukraine, et garanties par l'Etat.

Depuis l'année scolaire 1990-1991, le nombre d'élèves qui suivent une scolarité en ukrainien augmente, le nombre de ceux qui la suivent en russe diminue. Cela tient au fait que les autorités ont créé des conditions propices au réveil du sentiment national et de la culture nationale et que l'ukrainien a été décrété langue officielle. Mais cela ne porte nullement atteinte aux droits de la minorité russe. En dehors de ces deux langues, l'enseignement est assuré dans certaines écoles ou cours dans d'autres langues nationales. L'enseignement est donné en moldove, en roumain, en hongrois et en polonais dans 219 écoles au total. L'étude de l'hébreu, du slovaque et du tchèque, du romani et du turc a récemment été introduite. Près de 1 000 groupes d'études facultatifs ont été constitués; ils regroupent au total 16 500 élèves qui peuvent apprendre ainsi le bulgare, le gagaouz, le tatar de Crimée, le grec moderne, le polonais et le hongrois. Une école primaire où l'enseignement est donné en hébreu s'est ouverte à Kiev. Une faculté hébraïque a été ouverte à l'Université pédagogique de Kiev et un atelier de formation d'acteurs juifs a été créé à l'Institut d'art dramatique. Une Université internationale Salomon a aussi été ouverte à Kiev.

vi) Les minorités nationales ne peuvent influencer sur la politique de développement que conformément aux principes généraux de la représentation populaire, comme il est dit dans la réponse à la question ii).

vii) Il n'y a pas de différence entre le niveau de vie des personnes qui possèdent la nationalité dominante et celui des membres des minorités nationales.

La deuxième partie de la question vii) et les questions viii), ix), x) et xi) ne s'appliquent pas à l'Ukraine.

xii) La loi concernant les minorités nationales implantées en Ukraine, consacre le droit des citoyens ukrainiens membres de minorités nationales ou d'associations nationales à but social de nouer et d'entretenir des relations avec des personnes de leur nationalité ou des associations à but social situées en dehors d'Ukraine, de recevoir une aide de ces associations de façon à faire face à leurs besoins linguistiques, culturels et spirituels et de prendre part aux activités d'organisations non gouvernementales.

xiii) Toute restriction directe ou indirecte des droits et libertés des citoyens fondée sur la nationalité est interdite et punie par la loi.

II. REPONSES D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

CONSEIL CONSULTATIF D'ORGANISATIONS JUIVES

[Original : français]
[21 décembre 1992]

Le Conseil consultatif d'organisations juives a joint à sa réponse une résolution adoptée par le Comité central de l'Alliance israélite universelle, association française affiliée à cette organisation. On trouvera ci-après les extraits pertinents de la réponse et de la résolution en question.

"... Le CCJO préconise la création d'une cour pénale internationale chargée de juger les individus qui se seraient rendus coupables de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre ou de crimes contre la paix.

Fondé au lendemain de la seconde guerre mondiale et s'efforçant de comprendre après tant d'années les conséquences du génocide des Juifs européens, le CCJO attacherait la plus haute importance à la mise en place d'un dispositif qui ferait hésiter les dictateurs eux-mêmes qui pourraient ainsi un jour devoir répondre de leurs actes devant la justice internationale ..."

Résolution adoptée par le Comité central de l'Alliance israélite universelle, le 15 décembre 1992

"L'Alliance israélite universelle,

Consciente du problème posé par l'existence de minorités culturelles, linguistiques, nationales ou religieuses, dans la grande majorité des pays d'Europe et en particulier en Europe centrale et orientale,

Consciente également de la faiblesse des moyens internationaux mis en oeuvre pour assurer leur protection et leur libre développement,

Suggère que, dans un cadre international approprié, la communauté des nations se donne les moyens d'assurer, par la médiation et l'arbitrage, des relations harmonieuses entre les Etats et les minorités nationales.

A cet égard, l'Alliance israélite universelle salue avec espoir le projet franco-allemand de création, au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, d'une instance susceptible de prévenir les conflits et, si nécessaire, de les arbitrer.

HUMAN RIGHTS ADVOCATES

[Original : anglais]
[27 mars 1993]

La majeure partie de la réponse de Human Rights Advocates était axée sur le second rapport intérimaire établi par le Rapporteur spécial */. Elle contenait en outre l'extrait ci-après :

"Nouvelle approche des revendications d'autodétermination des 'minorités' ou des 'peuples'"

La communauté internationale doit adopter une approche nouvelle face aux revendications d'autodétermination et ne pas se laisser impressionner par les alarmistes qui prétendent que l'autodétermination menace le nouvel ordre mondial ou qui demandent ce qui se passerait si tous les groupes ethniques existant dans le monde, soit 5 000 environ, revendiquaient l'autodétermination. Il est évident que la communauté internationale ne peut plus museler les mouvements d'autodétermination dans l'espoir que le problème se résoudra de lui-même. L'Union soviétique en a fait la triste expérience. En fait, une étude des conflits de nationalité existant dans le monde, et en particulier dans l'ex-Union soviétique, montre que les mouvements d'autodétermination sont appelés à proliférer. Si la création de nouveaux Etats coûte généralement très cher, le refus de l'autodétermination risque de coûter encore plus cher.

L'approche actuelle de la communauté internationale face aux revendications d'autodétermination a ceci d'erroné que : 1) elle considère le droit international comme servant à maintenir le statu quo à l'échelle mondiale; 2) sa réaction vient toujours trop tard; 3) elle réagit à contre-cœur; 4) c'est une approche européenne; 5) les quelques normes rigides qui ont été adoptées ne sont pas appliquées de manière conséquente; 6) il n'existe pas de mécanisme destiné à garantir l'application de ces normes; 7) les revendications d'autodétermination ne sont entendues qu'une fois que le gouvernement central s'est effondré et que le conflit a éclaté; 8) l'objectif ultime des revendications en la matière, qui est de répondre à la volonté de la population, échappe souvent à la communauté internationale. Celle-ci se trouve donc devant le fait accompli et ne peut plus faire grand-chose. En engageant le dialogue de bonne heure, elle serait mieux à même d'avoir une influence constructive et de favoriser une solution pacifique.

Afin de s'acheminer vers une nouvelle approche de l'autodétermination, la communauté internationale pourrait, dans un premier temps, adopter une attitude plus ouverte et moins alarmiste à l'égard du problème. Les revendications d'autodétermination ne vont pas nécessairement aboutir, comme le prédisent ceux qui en décrivent le principe, à la création d'un Etat indépendant pour chaque minorité nationale, ce qui ferait plus de 5 000. L'autodétermination ouvre en fait sur tout un éventail de solutions, allant de l'égalité des droits et de la protection des droits des minorités à divers degrés d'autonomie à un nouveau tracé des frontières et jusqu'à la sécession.

*/ Le texte complet de cette réponse, ainsi que d'autres, peut être obtenu au secrétariat.

Dans un deuxième temps, pour déterminer le groupe qui peut prétendre à l'autodétermination, il ne faut pas prendre pour seul critère celui du "peuple". Tous les facteurs subjectifs et objectifs doivent être pris en considération. Les facteurs historiques sont à prendre en compte sérieusement. Le comportement du groupe dominant et du gouvernement en place doivent être mis dans la balance. Celui du mouvement d'autodétermination joue lui aussi un rôle important. Les risques de violence, qui s'attachent au refus ou à l'octroi de l'autodétermination, ne sont pas à négliger.

Dans un troisième temps, il faut trouver une nouvelle méthode en vue de faire respecter les droits des minorités. Cette question doit être envisagée plus sérieusement. Les Etats doivent comprendre que la protection des droits des minorités, et des droits de l'homme en général, de même que le respect de la démocratie, est dans leur intérêt, et joue à long terme en faveur de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale. A défaut, la communauté internationale doit être prête à appuyer le processus d'autodétermination de la minorité en cause. Les organes et organismes internationaux qui défendent les droits de l'homme peuvent jouer un rôle important dans ce domaine.

Lorsque toutes les autres solutions ont échoué et qu'un mouvement d'autodétermination dégénère en conflit, la communauté internationale se trouve dans la nécessité d'empêcher le déchaînement de la violence, l'oppression de la dictature, le mépris du droit humanitaire et la guerre. Elle peut être appelée à envisager d'intervenir collectivement par la force. Toutefois, avant d'en arriver là, d'autres moyens sont possibles. La surveillance du respect des droits de l'homme et l'alerte avancée sont capitales pour prévenir le conflit. Les organisations non gouvernementales ont un rôle crucial à jouer dans ce domaine. La voie diplomatique peut être la dernière chance avant le recours à la force. La Cour internationale de Justice peut jouer un rôle important dans la prévention des conflits. La légitimité internationale de l'Etat qui ne respecte pas ses obligations à l'égard d'une minorité peut être mise en cause. Des sanctions économiques collectives peuvent aussi être envisagées. Enfin, quand tous les autres moyens ont échoué, l'intervention militaire collective devient une nécessité. Cette intervention peut avoir plusieurs objectifs parmi lesquels le maintien de la paix, la distribution d'aide humanitaire, la promotion de l'autodétermination, la défense d'un jeune Etat, enfin et surtout la défense d'un gouvernement central représentatif acculé au chaos.

La communauté internationale devrait peut-être revoir certaines de ses procédures et créer de nouvelles instances appelées à examiner les revendications d'autodétermination. Pourrait-on par exemple réactiver le Conseil de tutelle, le modifier et lui confier les revendications d'autodétermination ? La Cour internationale de Justice ou une chambre de la Cour pourrait-elle déterminer les principes juridiques applicables dans un cas particulier ? Un groupe de travail de la Commission des droits de l'homme serait-il en mesure de contribuer à la solution pacifique des revendications d'autodétermination ? Comment la communauté internationale peut-elle faire appliquer certaines de ses décisions en matière d'autodétermination ? Les moyens de coercition et l'intervention militaire collective doivent être envisagés. La communauté internationale, et notamment les organes et organismes qui défendent les droits de l'homme, devrait se pencher d'urgence sur ces questions, parmi d'autres.

COMMISSION INTERNATIONALE CATHOLIQUE POUR LES MIGRATIONS

[Original : français]
[29 janvier 1993]

"AFRIQUE

Djibouti

A Djibouti existent divers groupes minoritaires tels que les Afars, les Arabes, les Somalis Gadabourcis, les Somalis Issas, les Ethiopiens, alors que les Somalis Issas représentent le groupe dominant.

Les institutions juridiques et politiques du pays considèrent les Afars comme un groupe national, alors que les Arabes, les Somalis Gadabourcis et les Somalis Issas ne sont considérés comme nationaux que lorsqu'ils sont titulaires de la carte nationale d'identité. Dans le cas contraire, ils sont reconnus comme minorité distincte, ainsi que les Ethiopiens. A Djibouti, tous les postes clés sont aux mains des Somalis Issas, que ce soit dans la fonction publique, dans l'armée, ou dans la police.

La reconnaissance des minorités ou des groupes nationaux n'a pas de forme précise. Elle est au contraire floue et indéfinie politiquement et juridiquement. Seul le groupe minoritaire arabe dispose d'institutions culturelles et d'établissements d'enseignement répondant à ses besoins.

Officiellement, dans le cadre de l'éducation nationale, les minorités linguistiques n'ont pas d'enseignement dans leur propre langue. Il existe cependant de petites écoles privées qui enseignent à lire et à écrire en afar, en somali, en amharique.

Les minorités étrangères établies et les groupes d'immigrants récents ne participent pas à la vie politique. Leur niveau économique, espérance de vie, mortalité infantile et niveau de vie moyens avoisinent la moyenne nationale, et pour certaines minorités, comme l'arabe, dépassent parfois nettement la moyenne nationale (il s'agit souvent de riches commerçants).

Les groupes minoritaires défavorisés ont parfois bénéficié de mesures préférentielles telles que : aide alimentaire d'urgence; protection juridique. Quant au problème de la réforme agraire, celui-ci ne se pose pas à Djibouti vu l'agriculture embryonnaire du pays.

Les membres des groupes minoritaires peuvent librement entretenir des relations avec d'autres groupes ethniques, culturels ou linguistiques.

Les groupes d'immigrants récents jouissent de la protection du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) lorsqu'ils sont titulaires de la carte de réfugié, et peuvent séjourner dans le pays jusqu'à ce qu'ils trouvent une nouvelle terre d'accueil. Beaucoup de réfugiés ou de demandeurs d'asile trouvent un emploi (alors qu'ils n'ont pas le droit de travailler), mais ils sont sous-rémunérés et ne peuvent jouir de la protection de la législation du travail.

AMERIQUE LATINE

Argentine

En Argentine, l'on trouve les groupes minoritaires suivants : Laotiens (300 familles établies dans tout le territoire national), mal insérés, principalement à cause de la langue; réfugiés récents de distinctes nationalités et religions; Gitans (200 000); groupes d'immigrants, souvent récents, tels que Péruviens, Paraguayens, Boliviens, Brésiliens, Uruguayens, Chiliens.

Ces groupes ne sont pas reconnus par les institutions juridiques et politiques du pays. Ils sont simplement considérés comme des groupes de migrants qui, à mesure qu'ils progressent économiquement, s'insèrent dans la communauté nationale. Quant aux réfugiés, en plus du manque de travail et du problème de la langue, il leur est difficile d'obtenir un permis de résidence étant donné qu'ils sont considérés comme des immigrants, et qu'on leur exige des conditions qui font durer les démarches administratives de deux à trois ans.

Les réfugiés, dans leur majorité, s'arrangent d'eux-mêmes pour administrer ou créer des institutions culturelles. Les Laotiens ont une certaine forme d'organisation interne. Les Gitans sont généralement insérés dans la communauté nationale, et sont respectés dans leurs us et coutumes. Les immigrants fréquentent leurs propres clubs, ou autres, qui leur permettent de défendre et conserver leur identité.

Le problème des minorités en Argentine ne passe pas par le manque d'intégration ou la discrimination raciale, mais plutôt par le manque de travail, de ressources économiques, qui déterminent la marginalisation.

Les minorités linguistiques parlent généralement entre elles leur langue d'origine, mais souvent ne sentent pas la nécessité de l'enseigner à leurs enfants. Les Boliviens ont souvent honte d'enseigner à leurs enfants le quechua ou l'aymara.

En Argentine, les groupes minoritaires ne peuvent participer à la vie politique du pays. Sur le plan économique, les minorités appartiennent souvent aux classes les plus basses ou marginales, non par discrimination, mais parce qu'elles ne parviennent pas à accéder au marché du travail. Beaucoup de réfugiés travaillent en tant que vendeurs ambulants; les immigrants occupent les places dont les autochtones ne veulent pas. Les groupes minoritaires défavorisés n'ont bénéficié d'aucune mesure préférentielle de la part des autorités.

La Commission argentine catholique pour les migrations continue d'insister auprès de la Direction nationale de la population et de la migration afin que l'on assure aux réfugiés le traitement auquel ils ont droit. Dès que le réfugié ne reçoit plus d'aide du HCR, il devrait avoir un document délivré par les autorités argentines afin de pouvoir entrer dans le marché du travail. Or, les démarches administratives sont très longues et découragent certains réfugiés qui partent alors vers d'autres pays.

Equateur

Un des groupes minoritaires est représenté par les Colombiens installés dans certaines régions du pays, d'autres sont composés par des nations indigènes (Shuaras, Saraguros, Huaoranis, Awas, Tsachillas) dont le majeur problème demeure la délimitation des terres. Les Colombiens sont reconnus comme groupe minoritaire, selon les modalités d'un traité binational. Quant aux nations indigènes, elles doivent encore être reconnues par le gouvernement national.

Malgré le fait de n'avoir pas de représentants politiques au sein des institutions du pays, les minorités indigènes parviennent, au moyen de leurs propres organisations, à faire connaître leurs intérêts face aux autorités gouvernementales. En plusieurs occasions, des mobilisations et des manifestations ont été organisées, apportant parfois des résultats positifs. Mais les groupes minoritaires étrangers n'ont pas de représentants auprès des autorités.

Le niveau économique des minorités est généralement inférieur à celui des nationaux, alors que le taux de mortalité infantile est plus élevé parmi eux.

L'Eglise équatorienne est parvenue, avec l'aide d'autres organisations, à favoriser l'achat de terres en faveur des indigènes, et à fournir une assistance juridique aux illégaux.

ASIE

Hong Kong

Il n'y a pas vraiment de minorités établies à Hong Kong, sinon des petits groupes d'aisés hommes d'affaires indiens ou pakistanais, parlant couramment le cantonais et l'anglais, et qui peuvent pratiquer leur religion et culture en toute liberté. Quelque 99 % de la population sont des Chinois ethniques, de différentes origines.

A Hong Kong, l'on trouve cependant des travailleurs venant de divers pays d'Asie, tels que Philippines, Thaïlande, Inde, Sri Lanka, et autres, et qui sont recrutés en tant qu'aides domestiques en échange de salaires assez bas (mais considérés comme étant élevés si comparés avec ceux de leurs pays).

La population de travailleurs immigrés à Hong Kong a augmenté de 28 000 en 1984 à 83 200 en 1992. Ces travailleurs ignorent leurs droits. De plus, les lois du travail existantes, ainsi que l'application de ces lois par le Gouvernement de Hong Kong, ne peuvent pourvoir de protection suffisante aux travailleurs immigrés, exploités par des employeurs irresponsables.

Les services sociaux, l'assistance, et les places de rassemblement que les travailleurs immigrés ont à leur disposition sont insuffisants.

Inde

Le concept de minorité est appliqué en Inde en relation avec trois groupes distincts : 1) des citoyens indiens reconnus comme groupes minoritaires par la Constitution à cause de leur langue, religion, ou de leur

appartenance à un groupe ethnique particulier; 2) des personnes ou groupes de personnes reconnues comme réfugiées par le Gouvernement de l'Inde; 3) des immigrants étrangers non reconnus comme réfugiés, mais qui, après un certain temps, ont la possibilité de demander la naturalisation.

Le premier groupe est reconnu comme minorité par les institutions légales et politiques du pays. Le deuxième est un groupe pour lequel le gouvernement envisage des mesures sociales. Etant donné que le troisième groupe est formé par des immigrants illégaux, le statut de minorité ne lui est pas accordé.

Tous les groupes minoritaires en Inde ont le droit et la possibilité de fonder ou de maintenir leurs propres institutions éducatives. De plus, la possibilité de recevoir une partie de l'enseignement dans leur propre langue est offerte par le gouvernement central et les Etats de l'Inde. Seuls les Indiens appartenant à des minorités nationales peuvent jouir de politiques de développement.

Le niveau de vie des groupes minoritaires ne peut être inférieur à celui du pauvre en Inde, mais, en général, ils ne sont pas désavantagés. En fait, ils jouissent de plus de privilèges que le citoyen moyen en Inde. Les groupes de réfugiés ont droit à une meilleure sécurité économique, soins médicaux, éducation, et autres, que les pauvres vivant à l'extérieur des camps de réfugiés.

Les groupes minoritaires indiens ont le droit d'être représentés à l'intérieur de la législature nationale et des Etats. Les minorités tribales ont pu bénéficier des lois qui interdisent l'achat de terres par des non-appartenants à la tribu. Quant aux réfugiés reconnus, comme les Tibétains et les Indiens rapatriés du Sri Lanka, ils ont pu bénéficier de programmes de réinstallation.

Les membres des groupes minoritaires peuvent entretenir librement des relations avec n'importe quel autre groupe ethnique ou linguistique.

Philippines

Les communautés culturelles indigènes représentent environ 12 à 16 % de la population totale. Les principales en sont les suivantes : Moro, Igorot, peuple des Montagnes du Carballo, Negritos et Agtas, les tribus Mangyan, et les Lumads. Les Chinois forment environ 25 % de la population philippine, sans compter les quelques Indiens et autres nouveaux groupes immigrants.

Ces minorités sont officiellement reconnues et assistées par le gouvernement et par les organisations non gouvernementales. Différents bureaux sont légalement attitrés pour préserver et développer les traditions et les institutions des minorités culturelles, ainsi que pour promouvoir leur bien-être général en accord avec l'unité et le développement national.

Deux régions du pays numériquement dominées par des minorités sont politiquement désignées comme régions autonomes ("Cordillera Autonomous Region" et "Autonomous Region of Muslim Mindanao"). Les minorités ont toutes des dirigeants actifs politiquement, socialement, religieusement et culturellement. Aux Philippines, l'enseignement de la plupart des écoles

primaires et secondaires est imparti dans le dialecte de la région. Les groupes minoritaires ont la liberté de participer à toute vie communautaire.

Cependant, malgré les structures du gouvernement et des programmes, les peuples indigènes des Philippines souffrent de problèmes tels que : colonialisme, oppression et discrimination de la part de l'Etat; non-reconnaissance de leurs droits fonciers ancestraux; expropriation de leurs terres; non-fourniture de la part de l'Etat des services sociaux de base; mauvaise représentation politique; exploitation culturelle.

Le développement socio-économique des communautés tribales est très inférieur à celui de la communauté nationale. Pour les communautés tribales, les opportunités existantes de recevoir une éducation sont généralement limitées au niveau de l'école primaire, vu le manque d'infrastructures et de personnel dans les zones tribales. Par contre, la situation des groupes immigrants : Chinois, Indiens, et autres est positivement différente.

Taiwan

Les aborigènes, constitués par 13 tribus différentes, représentent le groupe minoritaire de l'île, et sont reconnus en tant que groupe national. Leurs terres sont protégées (elles ne peuvent être achetées par des non-aborigènes), et ils y jouissent d'un statut spécial de protection. Ils ont en outre les mêmes droits que les autres citoyens quand ils migrent à d'autres parties de l'île.

Les aborigènes sont libres de s'organiser comme ils l'entendent. Depuis peu, la formation scolaire est devenue bilingue (chinois et langues tribales). Ce groupe minoritaire compte des représentants élus à tous les niveaux du gouvernement.

Leur niveau de vie est inférieur au national, mais ceci est surtout dû à la différence de valeurs culturelles (pas d'intérêt pour le commerce ou les affaires, pas de réserves pour le futur). Alors que leur espérance de vie est la même que la moyenne nationale, la mortalité infantile est supérieure. Les membres des groupes minoritaires peuvent entretenir librement des relations avec d'autres groupes ethniques, culturels ou linguistiques.

Les travailleurs étrangers, en tant qu'immigrants, sont admis à rester pour des contrats de deux à trois ans; ils sont compris dans la législation du travail et jouissent des mêmes bénéfices sociaux que les autres travailleurs. Les travailleurs migrants, ou sans documents, sont fondamentalement protégés par les lois, mais exploités par des groupes ou des individus, étant donné qu'ils ne peuvent demander de protection légale sans être renvoyés à leur pays d'origine.

EUROPE

Malte

Les minorités à Malte sont principalement classées par langue : Anglais, Italiens, Allemands, Français, Arabes. Les communautés de langue grecque et juive ont pratiquement disparu. Quant aux réfugiés, la majorité sont Iraquiens, dont 90 % Chaldéens.

Les minorités sont bien acceptées et sont libres d'organiser leurs propres associations, leurs propres clubs culturels et leurs écoles. Les réfugiés ne peuvent travailler, mais ont droit à l'hospitalisation et à l'éducation gratuites.

Les conditions économiques des minorités, à l'exception de celles des réfugiés, sont normalement assez bonnes. L'espérance de vie et la mortalité infantile avoisinent la moyenne nationale.

Les groupes minoritaires ne sont pas directement représentés dans les corps législatifs nationaux. Ils sont en outre entièrement libres d'entretenir des relations avec d'autres groupes ethniques, culturels ou linguistiques.

OCEANIE

Australie

En Australie, l'on trouve des groupes de récente immigration, tels que les Cambodgiens et les Chinois des "boat people" (500), ainsi que des illégaux (environ 80 000).

Tous les immigrants bénéficient d'un droit de résidence permanent et sont considérés comme faisant partie de la communauté nationale. De plus, les groupes minoritaires sont libres d'administrer ou d'avoir à leur disposition des institutions. La récession actuelle affecte plus les immigrants, parmi lesquels le taux de chômage est plus important. Leur niveau de vie est aussi inférieur à la moyenne, mais par leur adaptabilité et leur industriiosité, ils parviennent progressivement à améliorer celui-ci.

En tant que citoyens et résidents permanents, tous les immigrés sont éligibles aux Parlements, fédéral et d'Etat. La législation en Australie interdit la discrimination raciale et des pénalités sont prévues pour toute infraction de ces lois."

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES

[Original : français]
[18 janvier 1993]

"i) Il existe, en France comme dans tous les pays industrialisés (Europe occidentale, Amérique du Nord, Asie du Sud-Est et golfe Persique, Japon, Australie), des populations immigrées qui ont contribué massivement et contribuent encore à la richesse de ces pays.

En général, les composantes de ces populations sont nombreuses et se constituent en strates différenciées (cf. l'apport récent aux Etats-Unis des Latino-Américains ainsi que des Coréens et réfugiés du Sud-Est asiatique).

En ce qui concerne la France, l'immigration y est un phénomène ancien (environ 1850) lié aux débuts de l'industrialisation. Elle a d'abord été européenne (Belges, Allemands, puis Italiens, Polonais) et concentrée surtout dans les bassins de l'industrie lourde du nord et de l'est du pays. Puis sont venus les "coloniaux", entre les deux guerres mondiales et après 1945 :

essentiellement des pays du Maghreb. Au cours des années 1960-1970 sont venus les Portugais, qui constituent actuellement l'immigration la plus importante en nombre. Plus récemment encore sont arrivés des travailleurs venus des pays ex-coloniaux d'Afrique.

D'autre part, l'image de la France républicaine a contribué aussi à faire venir des étrangers réfugiés politiques, rescapés de grands massacres ou de guerres civiles : les Arméniens, les Juifs d'Europe centrale et orientale, les Républicains espagnols, et plus récemment les Vietnamiens (boat-people).

Les Antillais et Réunionnais constituent en France métropolitaine un groupe important (bien représenté dans les services publics); ils ont en effet, depuis 1945, la nationalité française, ce qui ne les garantit nullement d'ailleurs contre le racisme. Enfin, depuis une bonne dizaine d'années, des immigrants nouveaux ont fait leur apparition : les Turcs, les Sri-Lankais. Beaucoup ont été ou sont des demandeurs d'asile politique, mais pas exclusivement.

Les dispositions sur le regroupement familial, malgré toutes les entraves administratives à leur réalisation, ont permis à un assez grand nombre de ces travailleurs de vivre en famille, et par là de conserver une physionomie culturelle particulière. Cet aspect est d'ailleurs fréquemment utilisé par les démagogues racistes.

ii) La France est un exemple classique d'Etat nation. Presque toutes les minorités linguistiques historiquement établies (Basques, Bretons, etc.) y ont fait l'objet, depuis un siècle, d'une politique d'assimilation, en particulier par l'école. Cette politique a été efficace; elle fait l'objet depuis 30 ans d'une polémique historique et politique, beaucoup de gens tenant cette politique d'assimilation républicaine pour une entreprise destructrice des identités et des cultures régionales. Ces polémiques ne sont pas sans interférences dans les débats autour du racisme et dans le mouvement antiraciste lui-même.

Des efforts ont été déployés depuis une génération, tant par les associations que par le législateur, pour rendre vigueur aux parlers régionaux et cultures régionales; ils n'ont pas donné de résultats très convaincants. Deux cas font exception, celui de l'Alsace et de la Lorraine (Mosellane) et celui de la Corse. Les habitants de l'Alsace et de la Moselle ont conservé leur identité culturelle et linguistique, d'une part parce que l'histoire tragique de cette région a créé des liens très forts entre ses habitants, et aussi parce que les dialectes alémaniques qui y sont parlés s'appuient sur une grande langue de culture et sur les échanges quotidiens avec les voisins suisses et allemands.

Le cas de la Corse, où la revendication identitaire s'appuie sur une grande vitalité des traditions populaires, sur le caractère récent de l'annexion (la famille Buonaparte a commencé par soutenir Paoli), à quoi s'ajoutent le sous-développement et bien entendu l'insularité; le parler corse est usuel dans la communication quotidienne. Une université corse a été créée récemment; il est trop tôt pour en apprécier vraiment les effets. On note aussi un effort du côté du théâtre d'expression corse.

Même chose en ce qui concerne le créole antillais et réunionnais; les tentatives pour lui donner un statut littéraire sont récentes (malgré l'exemple d'Haïti). Même les dictionnaires ont fait longtemps défaut. En outre, l'expression littéraire antillaise est tellement riche et féconde en français - même lorsqu'il est comme traversé par le créole - qu'il n'est pas certain que la littérature créole parvienne un jour à un réel statut autonome.

En ce qui concerne les groupes d'immigrés anciens, on note que le pouvoir assimilateur de la langue française et du mode de vie français y étaient si grands et si forts que l'héritage culturel des parents est venu à se perdre dès la seconde génération; quant à la troisième génération, c'est à peine si elle savait qu'elle venait d'ailleurs. On voit même des enfants ou petits-enfants d'immigrés italiens ou espagnols exprimer des sentiments xénophobes, voire racistes, "plus Français que les Français".

Chez les immigrés plus récents, on remarque que si le pouvoir d'attraction de la langue et du mode de vie est resté aussi fort, la marginalisation des deuxième et troisième générations est beaucoup plus marquée que par le passé. Il faut ici faire la part de la crise économique et sociale survenue en France, qui a accentué très fortement les tendances existantes à la marginalisation. Aussi ces enfants et petits-enfants d'étrangers, dont beaucoup ont la nationalité française, se sentent-ils très "étrangers" aux Français, qui n'ont pas répondu à leur attente. Les linguistes pourraient à cet égard s'intéresser à la formation dans la prononciation française d'un "accent beur" (c'est-à-dire des enfants d'origine maghrébine) qui ne ressemble à aucun autre et qui cependant s'est imposé comme objectivement prégnant.

La polémique ou du moins le débat auquel il a été fait allusion plus haut (réponse à la question ii)) réapparaît ici forcément, si l'on s'interroge sur le rôle de l'Etat français dans le maintien ou le déclin des langues et cultures des groupes immigrés. Il est certain que pour certains de ces groupes, par exemple les Polonais dans la région Nord/Pas-de-Calais, les institutions culturelles spécifiques non seulement n'ont pas fait défaut, mais même ont bénéficié durant toute une période d'une grande bienveillance, non sans arrière-pensées politiques et sociales. Le sociologue Gilles Kepel, dans son livre Les banlieues de l'Islam, évoque une hypothèse un peu analogue à propos de certaines institutions culturelles musulmanes financées par l'Arabie saoudite.

Mais, de toutes façons, la difficulté objective est indéniable : comment travailler à la préservation de l'identité lorsqu'on est immergé par le travail et la vie quotidienne dans le bain de la vie française ?

iii) En dehors des mesures spécifiquement linguistiques ou culturelles, une certaine personnalité politique est reconnue, dans le cadre de la République française, non seulement aux départements d'outre-mer (DOM), mais aussi à la Corse et, sur le point du statut scolaire, à l'Alsace et Moselle (maintien du Concordat existant avant la réunification de 1918).

La question de l'autonomie locale est très discutée depuis des années, et des lois de décentralisation et de régionalisation sont entrées en vigueur;

néanmoins, la France demeure pour l'essentiel le pays centralisé et centralisateur que l'histoire a produit (différence profonde avec l'Allemagne et l'Italie).

iv) Les groupes minoritaires bénéficient donc d'un certain nombre de dispositions légales concernant l'enseignement des "langues minoritaires" et des "langues d'origine" (migrants). Mais les possibilités réellement offertes demeurent restreintes. Pour ce qui est des langues vernaculaires, elles viennent s'ajouter, dans un certain nombre de collèges et de lycées, au reste des matières à titre d'options facultatives. Pour ce qui est des langues d'origine, des accords passés avec le Portugal, l'Algérie, etc., permettent d'accueillir dans les écoles primaires des enseignants recrutés et formés par ces pays. Pendant un certain temps, cette pratique a connu quelque succès, mais elle est restée d'application très limitée; du reste, elle fait l'objet actuellement de nombreuses critiques d'ordre politique et pédagogique.

Les lois en vigueur en France permettent d'autre part l'existence d'écoles privées subventionnées. Un certain nombre d'écoles juives, souvent d'esprit fondamentaliste, ont ainsi vu le jour et enseignent l'hébreu.

Enfin, les institutions culturelles et culturelles musulmanes (maghrébines, turques) font des efforts pour l'enseignement de l'arabe coranique, parfois de la langue turque. Ces entreprises sont l'enjeu de rivalités idéologiques et politiques très âpres.

v) Non. Il ne peut s'agir que d'enseignements complémentaires. Un certain nombre de "sections internationales" existent dans quelques lycées publics, à dominante anglaise ou allemande; à notre connaissance, il n'en est pas de lusophone, d'arabophone, et cela n'a rien d'étonnant car ces sections sont destinées aux enfants de diplomates, d'universitaires ou de cadres, et nullement à la population scolaire issue de l'immigration.

vi) Ces groupes ne disposent pas, précisément, de représentants. Dans un très petit nombre de villes, à l'initiative de maires de gauche, des élections ont été organisées parmi les résidents étrangers pour la désignation de "conseillers associés" qui n'ont évidemment qu'un rôle consultatif. Mais ces conseillers municipaux d'un genre spécial fonctionnent néanmoins, en principe, comme tous les autres : ils représentent globalement leurs mandants, et non pas tel ou tel groupe. La France reste profondément hostile au "communautarisme", et pour sa part le Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples (MRAP) y voit un danger.

Il résulte de tout cela que dans l'immense majorité des communes, les immigrés n'ont aucun droit de participer à l'élaboration des décisions, et sont tenus à l'écart de toutes les institutions, y compris celles qui les concernent le plus, notamment celles qui ont trait au logement.

La ratification du Traité de Maastricht rend à la fois plus pressante et plus lointaine la réalisation de cette revendication du vote des immigrés aux élections locales, puisque désormais les étrangers "communautaires" seront électeurs de plein droit à ces élections (y compris les travailleurs immigrés portugais et leurs familles) alors que leurs voisins, dont l'origine est sans

doute moins catholique, continueront à être exclus de la citoyenneté, et qu'une réforme de la loi sur ce point est désormais rendue beaucoup plus difficile par le traité.

vii) Sur le plan économique, les disparités sont très grandes entre les groupes de différentes origines : les travailleurs africains (concentrés essentiellement dans la région parisienne) sont les plus pauvres et vivent dans des conditions généralement désastreuses (cf. les problèmes des sans-logis et mal-logés qui ont à plusieurs reprises occupé l'actualité parisienne).

Les groupes d'immigrés d'origine européenne se rapprochent, par leurs conditions de vie et parce qu'ils souffrent d'un moindre rejet, des Français appartenant au même groupe social.

Sur le plan démographique, les chercheurs ont noté que la fécondité des femmes d'origine étrangère vivant en France tend à se rapprocher de celle des femmes qui y sont nées.

viii) La question semble étrange. La proportion des ouvriers non qualifiés étant évidemment plus importante dans ces groupes que dans la moyenne nationale, ils sont davantage touchés par le chômage qui sévit dans les secteurs de l'industrie traditionnelle et même dans celui du bâtiment et travaux publics. Rien n'interdit évidemment aux immigrés de chercher à améliorer leur situation par leurs efforts individuels - et un petit nombre d'entre eux y réussissent - mais, considérés en tant que groupes, ils sont presque totalement privés des moyens d'améliorer leur sort, ce qui explique le sentiment de révolte chez les jeunes en particulier.

Les questions ix), x), xi) et xii) sont, selon nous, sans objet en ce qui concerne la France.

La question xiii) en revanche demanderait une réponse très complète, laquelle se confondrait à la limite avec le compte rendu des travaux du dernier congrès du MRAP. Car le racisme à l'encontre des travailleurs migrants, et particulièrement des migrants les plus récents, ainsi qu'à l'égard des jeunes de la seconde génération, n'a cessé de progresser en France au cours des 12 dernières années. Ce racisme ne peut se mesurer uniquement aux succès électoraux du parti d'extrême droite (le Front national), ni non plus aux agressions racistes diverses, qui vont de l'insulte au crime, mais à la diffusion insidieuse des thèmes du "racisme différentialiste" dans de larges secteurs de l'opinion qui refusent par ailleurs de s'identifier avec l'extrême droite. C'est ainsi que les thèmes de l'incompatibilité des modes de vie, de la différence insurmontable des cultures, voire de la menace islamiste, sont aujourd'hui largement répandus; des leaders de la droite "civilisée" n'ont pas hésité, en fonction de la conjoncture, à leur apporter un certain crédit. On agite aussi le thème de la menace du "Sud", avec son sous-développement et sa démographie galopante : double épouvantail.

La France dispose d'une législation antiraciste (pénale) à maints égards exemplaire; mais les juges ne l'appliquent que mollement, quand ils ne peuvent pas faire autrement. Le Ministère public manifeste une grande répugnance à engager lui-même des poursuites, si les associations antiracistes n'en prennent pas elles-mêmes la responsabilité.

Bref, la question du racisme peut être considérée comme l'une des contradictions majeures de la vie sociale et politique française et, pour n'en donner qu'un exemple, la politique officielle française affiche une volonté de réaliser l'"intégration" mais, en même temps, elle tend à maintenir le plus longtemps possible les immigrés dans une situation de sous-droit. C'est ainsi que la France, pays des droits de l'homme, ne manifeste pas plus d'empressement que les autres pays industrialisés (Etats-Unis, Japon, Emirats arabes unis, pays de la Communauté européenne, etc.) à prendre les dispositions nécessaires à la signature et à la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles, qui a été adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies voici deux ans dans l'unanimité du consensus."
